

Initiatives ministérielles

pour les aider par rapport à ce que nous faisons pour les grandes entreprises du pays.

Les grosses sociétés du Canada sont fondamentalement entre les mains d'un petit nombre de familles qui contribuent également aux caisses des partis conservateur et libéral. Elles considèrent ces deux partis comme des filiales à 100 p. 100 lorsqu'elles font des affaires au Canada. Il suffit de se pencher sur le monde des affaires au Canada pour s'apercevoir que la grande entreprise est la moins compétitive et la moins novatrice. Ainsi, le Canada n'est pas bien servi par son secteur de la grande entreprise.

En fait, le gouvernement continue d'investir d'énormes sommes en obtenant pratiquement rien en retour. Une partie du problème réside dans les liens trop étroits qui existent entre les bureaucrates du ministère des Finances et les représentants de ce secteur. Il y aurait des échanges peu éthiques entre le ministère et ce secteur.

Je voudrais attirer votre attention sur un article publié récemment sur Mickey Cohen dans le cahier des affaires du *Globe and Mail*. Mickey Cohen, sous-ministre des Finances, serait responsable d'un grand nombre des allègements fiscaux accordés à l'entreprise privée. Alors qu'il était sous-ministre, il a octroyé un allègement fiscal d'un demi-milliard de dollars à la société Olympia and York et tout à coup, en l'espace de quelques semaines, il est devenu un employé de cette société. Il y avait tout simplement des liens trop étroits entre les deux.

Est-ce là le genre de chefs d'entreprise que nous formons dans le secteur de la grande entreprise au Canada? Tandis qu'ils travaillent pour le gouvernement, les intéressés fabriquent des allègements fiscaux pour leurs futurs employeurs. C'est ce qui ne va pas avec la façon dont le gouvernement traite les grandes entreprises du pays depuis toujours.

Pour ma part, je crois qu'il faut accorder plus d'importance aux petites entreprises. Ce sont elles qui permettent à nos petites localités de survivre. Ce sont elles qui élaborent les nouveaux produits novateurs qui vont permettre au Canada d'être compétitif sur le marché mondial, dans le domaine de la technologie de pointe, et pourtant, ce sont elles que l'on affame.

Dans ce budget, au lieu de sabrer dans les programmes destinés aux autochtones, et aux femmes, au lieu de nuire aux petites entreprises en transformant leurs subventions

en prêts remboursables, nous aurions dû aider ce secteur, car c'est ce dernier qui crée le plus d'emplois au Canada.

J'entends souscrire à ce projet de loi, mais je suis inquiet du favoritisme dont le gouvernement actuel et le gouvernement précédent ont fait preuve à l'égard du secteur de la grande entreprise, aux dépens de la petite entreprise et des particuliers.

M. Skelly (North Island—Powell River): Monsieur le Président, la question dont je voudrais saisir le ministre concerne le rôle des grandes entreprises et les avantages qu'elles retirent comparativement aux petites entreprises, et porte également sur la nécessité de prévoir une certaine participation du public.

Je voudrais lui parler du projet de P.J. Wooding Ferro chromium de Port Hardy, en Colombie-Britannique. C'est un projet commercial important. Cette société a reçu environ 4,5 millions de dollars du gouvernement fédéral et 4,5 millions du gouvernement provincial.

Les gens qui seront touchés par ce projet n'ont obtenu, à propos du financement des intervenants dans ce dossier, aucune réponse positive, que ce soit du ministre des Pêches et des Océans, du ministre de l'Environnement, du ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest ou du ministre d'État chargé des Affaires indiennes. Quand on veut établir dans une localité une entreprise qui aura une incidence sérieuse, il est absolument nécessaire de financer les groupes qui tentent d'en explorer les répercussions écologiques et sociales.

Sans se prononcer d'avance sur le projet ou sans en préjuger de la valeur, la localité a le droit de savoir à quoi s'en tenir. Il y a, dans cette région, des autochtones qui s'interrogent sur l'avenir de leurs revendications territoriales, sur les effets de ce projet sur leur mode de vie traditionnel. Ils ont besoin d'argent pour acheter l'encadrement technique nécessaire et pour participer adéquatement au groupe d'évaluation et d'examen en matière d'environnement.

• (1320)

Cette région est tellement importante pour les pêches de l'extrémité nord de l'Île de Vancouver que la localité susceptible d'en subir les répercussions doit obtenir l'encadrement technique nécessaire auprès du ministre des Pêches et des Océans. Les responsables du Programme d'initiatives dans l'Ouest ont trouvé que cet encadrement technique et cette participation étaient nécessaires et c'est pour cette raison que nous avons sur les lieux un groupe d'évaluation et d'examen en matière d'environnement. Toutefois, on ne semble pas trouver chez ce groupe